

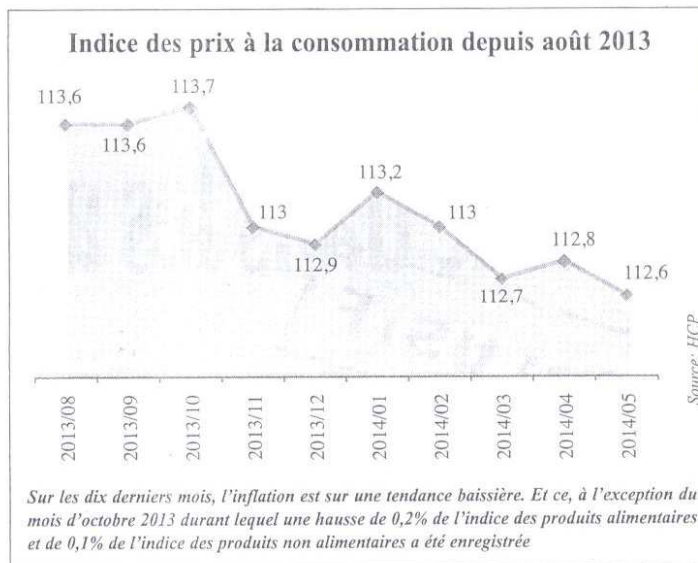
L'inflation résiste à la décompensation

• Les hausses des carburants n'impactent pas le prix à la consommation

• Le HCP redoute un risque de «déflation»

LA hausse du prix de l'essence et du fuel et les deux augmentations que le gasoil a subi n'ont eu aucun impact sur l'inflation. Celle-ci reste contenue à des niveaux soutenables en raison de la prudence de la politique monétaire de la Banque centrale. Ahmed Lahlimi, haut commissaire au Plan redoute un processus de déflation : «Nous avons enregistré une baisse de la consommation et des revenus des ménages. Ce phénomène a contrebalancé l'effet décompensation des produits pétroliers».

Depuis le mois de septembre dernier, l'Indice des prix à la consommation est



resté sur un trend baissier à l'exception du mois d'octobre. L'analyse de l'indice des prix des produits alimentaires relève

aussi un recul contrebalancé par une légère hausse de celle des produits non alimentaires.

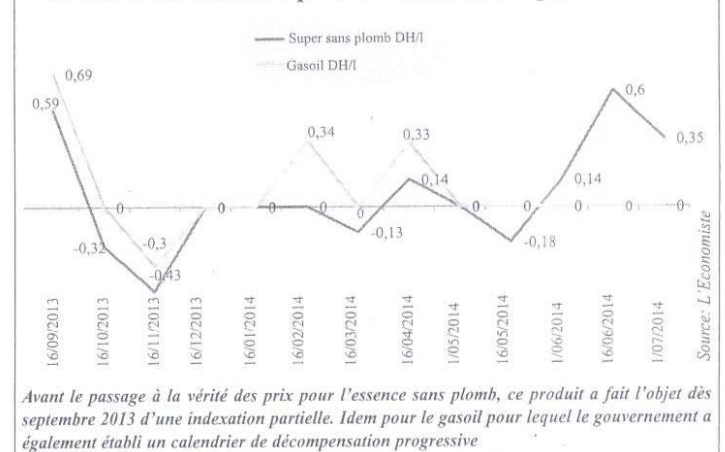
Il faudra certainement attendre l'élagage annoncé des subventions gasoil, prévu le 16 juillet, pour mesurer l'effet sur les prix. Tout dépendra du comportement du secteur du transport. Car la part de ce secteur dans la consommation du gasoil est de 42,6%, alors que celle de l'essence ne dépasse pas 7,6%. Il est aussi le premier consommateur du gasoil

raité aux exploitants de taxis qui n'auraient pas déposé de dossiers, selon Mohamed Boussaid, ministre de l'Economie et des Finances.

En attendant, cette décompensation du prix du fioul et de l'essence super a permis des économies sur les dépenses de compensation. Sur les cinq premiers mois de l'année, les émissions ont été de 13,3 milliards de dirhams contre 20 milliards à fin mai 2013, soit une baisse de 33,4%. De même, l'année dernière, caractérisée par les premières hausses des prix des carburants, la charge de la compensation a été réduite de 24,2% à 41,6 milliards. Ce qui correspond à 4,8% du PIB contre 6,6% en 2012.

La réduction des dépenses de compensation permettra au gouvernement de dégager des marges de manœuvre pour l'investissement et la mise à niveau de plusieurs secteurs. Reste qu'en cas de flambée des cours à l'international, le gouvernement pourrait soit intervenir via la Caisse de compensation soit recourir au hedging. «Le gouvernement s'est engagé de préserver le pouvoir d'achat des consommateurs. Si le cours dépasse le seuil de 120 dollars, nous interviendrons», avait déclaré Boussaid à L'Economiste. Sur les marchés pétroliers, le contrat sur le baril de Brent de la mer du Nord livrable en août était à 112,4 dollars mardi 1er juillet alors que le baril de light

Hausses et baisses du prix du carburant depuis 10 mois



au Maroc en raison de l'importance et de l'état du parc utilisé: 407.803 véhicules dont 88.070 pour le transport public de voyageurs et 318.733 pour le transport de marchandises.

Jusqu'à-là, malgré les menaces, les transporteurs n'ont pas augmenté leurs tarifs. Idem pour les exploitants des taxis 1re et 2e catégorie ainsi que les bus qui ont signé une convention avec l'Etat pour une aide trimestrielle. 2 milliards de dirhams sont budgétés mais aucun montant n'a été déboursé. La faute incombe-

sweet crude américain de même échéance prenait 0,4% à 105,8 dollars. Selon des analystes, le Brent ne sait pas quelle tendance suivre alors que la situation de plusieurs pays producteurs reste incertaine mais sans conséquence majeure sur les flux internationaux de pétrole. □

K. M.